se—tactique, stratégique, logistique ainsi que celui qui a trait aux renseignements—de la qualité de celle qui s'est déroulée au comité de la défense?

Cela me rappelle les commentaires faits le 20 septembre 1966 au programme de Radio-Canada *Preview Commentary* par John Walker. Il s'est exprimé en ces termes:

Avant la récente prorogation des Chambres, le député conservateur d'Halifax, M. J. M. Forrestall, a accusé M. Hellyer d'actes «illégaux» en unifiant les services avant la présentation du bill, cet automne, et en cherchant à duper les députés.

Son argumentation, comme celle des militaires prétendant n'avoir jamais su que l'unification devait commencer en 1967, est creuse, mais sans retour.

Il était suffisamment clair, suivant le Livre blanc du 15 mars 1964, que l'unification était censée commencer entre mars 1967 et mars 1968 et que les détails et l'ampleur en seraient élaborés par le nouvel état-major unique de la défense, comme M. Hellyer l'a dit maintes fois au comité de la défense.

Soit dit en passant, si je puis faire une digression momentanée, car je veux continuer à commenter les remarques de M. Walker, si on examine le discours du ministre de la Défense nationale en date du 7 décembre dernier, il semble parfaitement clair qu'il s'écoulera encore plusieurs années avant qu'une unification vraiment complète existe. Le changement tendra à se poursuivre et il y aura progrès d'année en année.

L'hon. M. Churchill: Pas avec le même ministre, j'espère.

M. Matheson: Peut-être pas avec le même ministre. Il sera peut-être nommé premier ministre d'ici là. (*Exclamations*) Monsieur l'Orateur, puis-je poursuivre la lecture d'un commentaire assez juste de John Walker sur les ondes de Radio-Canada:

Ceci a été confirmé dans de longues directives envoyées à toutes les forces, le 2 avril 1964, et répété personnellement le lendemain par le vice-amiral H. S. Rayner dans un avis affiché dans toutes les grandes chambres navales et toutes les casernes. «L'objectif ultime de créer une seule arme est immuable», disait-il, bien qu'apparemment il ait fallu deux ans à l'amiral Landymore pour comprendre le message.

Et le 9 avril 1964, M. Hellyer a déclaré à la Chambre des communes qu'il était exact que, pour des raisons de planification, le ministre de la Défense «considérait que le 1^{er} juillet 1967 était une date convenable pour l'unification des trois armes».

Je crois que dans les affaires militaires comme dans d'autres, lorsqu'on veut agir, il faut prendre une décision, se mettre à l'œuvre et avoir le courage d'aller de l'avant. C'est précisément ce qui est arrivé. John Gellner nous fournit un aperçu des données administratives de la situation. Le seul contentement que nous pouvons goûter en qualité de Ca-

nadiens, après un examen de notre situation, est qu'un état de choses à peu près analogue a existé dans la plupart des pays de l'Ouest. John Gellner déclare:

Pour comprendre le bouleversement qui se poursuit dans l'orientation de la défense nationale, il faut d'abord considérer quelle était la règle admise.

Je suis fort aise de constater que mon honorable ami, l'ancien ministre de la Défense nationale, l'honorable député de Calgary-Nord (M. Harkness) est ici. Je crois pouvoir ajouter que cette situation a longuement persisté entre les deux guerres. John Gellner continue:

Dans le passé, en temps de paix, le ministre de la défense d'une démocratie occidentale n'était que le porte-parole des forces armées auprès du cabinet et du Parlement, et l'interprète auprès des armées des politiques gouvernementales. Ordinairement, il ne mettait pas la main à la planification de la stratégie, pas même à titre de coordonnateur. La coordination relevait d'un comité de chefs des armes (dont, au Canada, on comptait environ 200).

C'est une des choses à déplorer dans la façon dont la politique de défense a évolué pendant les années de paix. M. John Gellner poursuit:

Ces comités, déchirés par les rivalités entre les armes, n'étaient pas les meilleurs instruments d'une action commune.

Chaque arme établissait ses propres prévisions budgétaires selon, bien entendu, sa propre conception de son rôle.

Invariablement, les besoins prévus dépassaient de beaucoup ce que le gouvernement était prêt à dépenser. Après beaucoup de marchandage, on les rognait pour enfin donner à chaque arme sa juste part du gâteau.

Cela pouvait représenter 40 p. 100 pour une arme, 40 p. 100 pour une autre et 30 p. 100 pour la troisième de ce qu'ils avaient demandé; il n'y avait pas plus de logique que cela. M. Gellner continue:

Le montant, toutefois, était déterminé, aussi souvent qu'autrement, d'après des rapports arbitraires plutôt que d'après un partage rationnel.

La tendance à isoler un problème militaire pour l'étudier était également répandue quand il s'agissait de juger les programmes individuels d'équipement.

J'aime le résumé qu'a fait M. Ron Collister dans une excellente série d'articles intitulée «La question de l'unification». Il résume ainsi:

L'unification s'en vient, car elle paraît sensée à la nouvelle génération, sous les drapeaux ou non, pour des motifs d'économie et d'efficacité en 1966 et en notre ère scientifique.

Il y a quelques minutes, un membre de l'opposition officielle a défé mon ami de Fraser-Valley de prouver que le ministre de la Défense nationale fait faire des économies au Canada grâce à ce programme d'unification. J'ai eu l'occasion de visiter notre brigade